

## Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

### Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

## Convention d'objectifs et de financement Ville/SNCF pour l'accueil de jeunes enfants

Françoise PRUNIER rapporte :

La C.A.F. qui regroupe plus de 99 % des familles dont les enfants sont accueillis en crèches ou multi-accueils, participe au financement de l'accueil grâce au système de la Prestation de Service unique (P.S.U.) qui, dans le cadre d'un conventionnement d'objectifs et de financement, définit un barème de taux d'effort familial. Un tarif majoré de 50 % est appliqué aux familles non affiliées à la CAF.

Or, certains enfants accueillis dans les établissements municipaux relèvent d'un régime de protection sociale autre que celui de la C.A.F. C'est notamment le cas de la S.N.C.F. qui propose à la Ville de signer sa propre convention d'objectifs et de financement en vue d'ouvrir à ses prestataires les avantages liés à la Prestation indemnité de Garde Crèche SNCF (PIGCS) et d'indemniser le gestionnaire, qu'est la Ville en l'espèce, à des conditions pratiquement équivalentes à celles prévues par la convention C.A.F.

Dans ce cas, la compensation du reste à charge de la Ville qui, bien qu'équivalente au montant horaire maximum prévu par la P.S.U. (4,44 € en collectif), est plafonnée à un montant mensuel fixé annuellement par la S.N.C.F. Il est à noter que ce plafonnement n'est pas désavantageux pour la Ville, la compensation SNCF plafonnée étant supérieure à la majoration actuellement appliquée aux usagers ne relevant pas du régime général. Il convient donc d'exonérer de la majoration tarifaire de 50 % les parents éligibles à ce régime.

Dans le cadre de cette convention spécifique, la Ville s'engage à appliquer le tarif prévu sur la base du Barème Mensuel des Allocations Familiales (BMAF). Elle accepte également de produire périodiquement les états de fréquentation qui servent d'assiette au calcul de la prestation de service à verser.

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'exonérer de la majoration tarifaire de 50% les parents éligibles à ce régime de protection sociale, compte tenu de la couverture assurée par la S.N.C.F ;

- D'autoriser madame le Maire, ou à défaut l'adjoint déléguée, à signer la convention d'objectifs et de financement proposée par la S.N.C.F. et tout autre document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/06/2012**